C'est ce que titrait le site de la RTBF ce 14 après-midi. Ce n'est en effet pas tous les jours que les organisations syndicales lancent une action coordonnée dans 29 pays ! Ce qui est frappant c'est le niveau très inégal de mobilisation, à la fois sur les formes de luttes - des grèves (4h en Italie à l'appel de la CGIL), 24h en Espagne, en Grèce et au Portugal et des manifestations, de symboliques à massives– et du point de vue géographique – au Sud, dans des pays qui sortent de plusieurs mouvements de grève successifs, des mots d'ordre nationaux, suivis massivement ; ailleurs c'est beaucoup plus varié, à l'image de la Belgique ou de la France (130 cortèges)… et même des barricades à Vigo (Etat Espagnol). Notre pays a été un exemple flagrant de cette inégalité, avec des grèves et des actions bien suivies en Wallonie (outre les comptes rendus ci-dessous, une manifestation a été organisée à Namur par la FGTB, et la FGTB du Luxembourg appelait à 24H de grève), et un calme presque plat en Flandre.

Il n'empêche, cette journée d'action européenne a mis en évidence le ras-le-bol généralisé en Europe contre les politiques d'austérité. Peu à peu une conscience des enjeux est en train d'émerger, « non les Grecs et les Espagnols ne sont pas seuls, demain ce sera à notre tour » (Paris). "Le peuple veut un CDI, des services publics modernes et qui fonctionnent, une retraite à 60 ans" (Marseille),

"Grève générale. Ils nous laissent sans avenir", affirmait une banderole barrant l'entrée de l'usine Volkswagen à Pampelune, dans le nord de l'Espagne. Au même moment, à Forest, Audi était à l'arrêt. "Nous sommes en grève contre la réforme du travail, contre les coupes budgétaires dans tout, dans l'éducation, dans la justice, les hausses d'impôts. Car on est en train de perdre tout ce que l'on avait obtenu grâce à beaucoup de travail et d'efforts", résumait Rocio Blanco, une gréviste de 48 ans près de la gare d'Atocha à Madrid. Et reprenant le thème de la grève générale elle ajoutait « il y a des coupables, il y a des solutions ». La symbolique internationale a été bien symbolisée par le fait que 1500 Hennuyers belges sont allés manifester à Lille, avec les syndicalistes français.

Bruxelles

La SNCB à l'arrêt

La CGSP-Cheminot avait déposé un préavis de grève national courant du mardi 13/11 à 22 heures au mercredi 14/11 à 22 heures. La circulation des trains s'est donc arrêtée à Bruxelles dès le mercredi à 22 heures. Le mercredi matin, les piquets de la CGSP-Cheminot à Bruxelles-Midi ont été renforcés par les militants de la CGSP-ALR, secteur qui étaient aussi en grève de 24 heures. De nombreux piquets surveillaient les entrées des bâtiments administratifs de la SNCB rue de France et rue de l'Instruction.

Les écrans d'informations aux voyageurs, gare du Midi, indiquaient que tout le trafic était paralysé en Wallonie tandis que la circulation des trains était fortement perturbée en Flandre. Comme il s'avérait que des trains partaient d'Anvers jusque la gare du Nord, une forte délégation de militants CGSP est alors partie de Bruxelles-Midi vers Bruxelles-Nord pour y renforcer les copains grévistes. Peu de temps après, plus rien ne circulait à Bruxelles-Nord.

Rassemblements divers devant les ambassades

Dans le courant de la matinée, une série de grévistes ont suivi les directives lancées par l'état-major de la FGTB, à savoir se regrouper dans le quartier européen pour y faire des rassemblements devant des ambassades (Espagne, Grèce, Allemagne, etc.) Bon nombre de grévistes ne manifestaient toutefois pas un très grand enthousiasme pour participer à ces activités symboliques voulues par la CES et qui visaient à la fois à protester symboliquement et à masquer le fait que la plupart des centrales syndicales FGTB et la quasi-totalité de la CSC (mis à part la CNE) se retranchaient derrière une action minimale composées largement de permanents syndicaux et de délégués en crédit d'heure au lieu d'appeler à des assemblées sur le lieu de travail ou à des débrayages.

Manifestation de la CNE

La manifestation organisée par la CNE, à 14 heures, Place du Luxembourg a rassemblé environ 2.000 manifestants. Largement colorée en vert, la manifestation comprenait cependant des groupes de syndicalistes FGTB en grève ce jour-là. Au passage, les bâtiments administratifs de la CE ont été copieusement bombardés d'œufs e de peinture. En cours de manifestation et à la fin plusieurs prises de paroles ont eu lieu, notamment Hafida Bashir (MOC), Erik Demeester (Comités contre l'Austérité en Europe), Felipe Van Keirsbilck (CNE).

Charleroi : grève de 24H à l'appel de la FGTB

La régionale FGTB avait lancé l'appel à 24H de grève au niveau interprofessionnel. Ce mot d'ordre a été très bien suivi dans le métal, le verre, les administrations carolos, les chemins de fer et les transports urbains. Dès le matin tôt, les piquets étaient en place chez Caterpillar, AGC (Roux et Fleurus), Sonaca, Helio et devant d'autres entreprises. La gare de Charleroi-Sud était fermée par un piquet intersectoriel de la CGSP. Pas évident de faire grève, cependant. Non seulement le nombre de travailleurs pauvres augmente en flèche, mais en plus le chômage économique prend des proportions inquiétantes (au moins deux jours par semaine chez Caterpillar, par exemple). Au piquet, les discussions à ce sujet vont bon train. Pour les militants syndicaux, il ne fait aucun doute que le sort des collègues grecs, espagnols et portugais aujourd'hui sera bientôt celui des travailleurs et travailleuses de Belgique également. Le mécontentement et l'inquiétude face au gouvernement Di Rupo sont partout présents: "saut d'index, hausse de tva, impôt spécial de crise, tout ça c'est pour faire payer les petits, les gros on n'y touche pas". La question politique vient vite dans les débats. "Il faudrait exiger la récupération avec intérêt des aides accordées pendant des années à des entreprises qui mettent la clé sous le paillasson, comme Ford", nous dit un délégué. Et d'ajouter: "Mais plus personne ne nous représente au parlement, nous, les ouvriers".

Les affiliés CSC ont suivi le mouvement chez Caterpillar et AGC, mais la CSC régionale n'avait donné aucun mot d'ordre de grève. Ses militant-e-s distribuaient des tracts aux ronds-points d'accès à la ville. A dix heures, ils se sont rassemblés devant la gare du sud, où ils ont été rejoints par d'autres affiliés chrétiens, amenés en cars de Mons et de La Louvière. Un cortège vert de 700 personnes environ s'est formé qui est monté jusqu'à la ville haute. Juste avant qu'il ne débouche sur la place Charles II, un autre cortège, bien rouge celui-là, et au moins aussi nombreux, avait rejoint la centaine d'affiliés de la CGSP rassemblés devant l'hôtel de ville. Les

rouges et les verts ne se sont pas mélangés. Les premiers se sont engouffrés dans l'hôtel de ville, à la recherche du nouveau bourgmestre, M. Magnette, qui n'y était pas. Les seconds se sont regroupés un peu plus loin sur la place pour écouter le discours de la secrétaire régionale de la CSC.

Les militants de la LCR ont distribué tous les tracts « Lutter ou crever » dont ils disposaient pour l'occasion. Ils ont été bien accueillis, parfois avec une pointe d'humour noir comme dans la bouche de ce manifestant : « si ça continue comme ça, je crains qu'on va lutter ET crever ».

La Louvière : 2000 à 3000 manifestants

Un appel à la grève de 24 h avait été lancé ici aussi par la FGTB. 2 à 3000 personnes se sont rassemblées en ville pour une manifestation assez combattive, même si beaucoup de travailleurs sont défaitistes et se sentent impuissants face à la catastrophe qui s'annonce à Duferco et pour la région. 800 tracts LCR ont été distribués et bien accueillis.

Mons : 500 manifestants

Pas de mot d'ordre de grève à Mons-Borinage… 500 personnes ont manifesté à l'appel de la FGTB, de l'oNEm au CPAS et la secrétaire régionale Sandra Goret a pris la parole pour dénoncer l'austérité. Ensuite, les personnes présentes se sont mises en file devant le CPAS, pour symboliser l'afflux de pauvreté que causeront les mesures que le gouvernement a prises

contre les sans-emploi.

Liège : grève de 24 heures, rassemblements et manifestations

La FGTB de Liège-Huy-Waremme avait décrété 24 heures de grève. De son côté, la CSC avait lancé le mot d'ordre d'assemblées dans les entreprises et de rassemblement devant le siège du syndicat chrétien.

Place St Paul, devant le siège de la FGTB, ce sont de 3000 à 5000 manifestants, venus, pour une partie, en car de différentes localités de la province de Liège, qui ont répondu à l'appel du syndicat socialiste. Et cela, dans le cadre d'une grève de 24h, bien suivie en particulier dans l'industrie, les transports en commun, plusieurs services publics…Dans leur prise de parole, Marc Globlet, président de la FGTB et Jean-françois Ramquet, le secrétaire interprofessionnel, ont lancé un avertissement au gouvernement : « si la moindre mesure touche encore le monde du travail, alors, il y aura une mobilisation immédiate ».

Après la concentration, place St-Paul, plusieurs centaines de personnes, des jeunes, des chômeurs, des membres d'associations et de partis de gauche radicale ou encore des citoyennes et citoyens indignés, révoltés – un appel à soutenir la grève générale du 14 novembre avait reçu un très large soutien- se sont rendus en cortège jusqu'au siège du Parti socialiste pour dénoncer la complicité des PS partout en Europe, dans les politiques d'austérité. Puis les manifestants se sont retrouvés devant l'Hôtel de ville et le bâtiment de l'ONEM. C'est que une des mesures parmi les plus violentes, déjà prise par ce gouvernement, s'en prend aux chômeuses et chômeurs, la couche de la population, déjà la plus fragilisée. Mesure qui, au terme de trois au plus tôt, fera basculer en-dessous du seuil de pauvreté des centaines de milliers de personnes, indistinctement : chefs de ménages, isolés, cohabitants. Des mobilisations vont continuer pour dénoncer cette mesure et exiger son retrait.

« Lutter ou crever », tel était le titre du **tract** distribué par la LCR, qui avait déployé, place St Paul, la banderole : « Stop aux licenciements : un emploi, c'est un droit » !

Quelques actions en Flandre

Un piquet de grève a bloqué l'entrée de la centrale électrique de Ruien en Flandre orientale, empêchant les sous-traitants d'y accéder pour des tâches d'entretien. La centrale sera par conséquent à l'arrêt pendant une semaine.

Chez Renolit en Flandre, près d'Audenaerde, suite à une distribution de tracts, la moitié du personnel s'est croisé les bras. 136 personnes doivent perdre leur emploi suite à une délocalisation partielle de la production en Espagne.

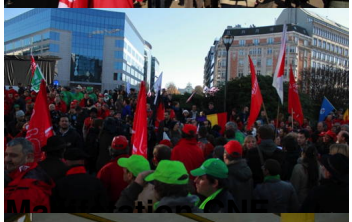
Chez CBR à Sint-Kruis-Winkel, cinquante travailleurs ont arrêté le travail le 14 N, pour deux jours. Un jour dans le cadre de la journée CES d'action, le lendemain pour s'opposer aux changements des conditions de travail et de salaire dans le cadre de la nouvelle convention.

Les tracts de la CES ont été diffusés dans certaines usines, comme Volvo cars et Arcelor à Gand, mais, dans beaucoup d'entreprises, cette tâche d'information n'a même pas été organisée par les syndicats. Fait significatif : la FGTB flamande n'a précisé que le 13 l'appel à manifester le 14 à Bruxelles. Et Marc Leemans (CSC) a "déploré que les autres partenaires ne se sont pas tenus aux accords et sont venus (manifester) à Bruxelles avec plus que quelques dizaines de militants". , Il semble que certains aient décidé que les travailleurs devraient crever… sans lutter.

Quelques photos...

Chez les cheminots

Manifestation FGTB



C'est
LEUR
CRISE

Di RUPO
ON AURA TA PEAU
NOUS NE SOMMES
PAS DE LA CHAIR
A
PATRON

SOLIDAIRES-NOUS CONTRE L'AUSTÉRITÉ
VERZET TEGEN DE SOBERHEID

FGTB

NEN'AUSTERITE
OUI A LA GREVE GENERALE
LE MOUVEMENT CITOYEN SOUTIENT
LES TRAVAILLEURS EN LUTTE
AVEC OU SANS EMPLOI !

INTERDISONS LES
LICENCIEMENTS
UN EMPLOI C'EST UN DROIT
www.lcr-lagauche.be